



Charles Collyns, Directeur du BIE

## Sa vision

Durant ses 16 années d'existence, le BIE s'est bâti une réputation d'excellence pour ses évaluations indépendantes des politiques et activités du FMI. Mes conversations avec les représentants des parties prenantes au FMI — membres du Conseil d'administration, responsables nationaux, société civile — me donnent à penser que le BIE est fermement établi en tant qu'élément crucial de la structure de gouvernance du FMI dont le but est de renforcer la responsabilité, l'apprentissage et la crédibilité externe.

En tant que Directeur, je chercherai à conserver au BIE sa réputation d'excellence et à l'étendre tout en œuvrant de maximiser l'effet pratique du BIE sur les travaux du FMI. Ses évaluations ont contribué à l'apport de changements concrets au FMI — dont l'octroi d'une plus grande importance à la réflexion et à la clarté stratégiques, une culture de l'autoévaluation

## Les relations du BIE avec les parties prenantes

Les activités de sensibilisation sont essentielles à la réalisation des objectifs du BIE car elles offrent la possibilité de connaître le point de vue des parties prenantes qui s'intéressent aux travaux du FMI et du BIE et qui sont touchées par eux.

Ces activités sont en outre un important outil qui sert à informer les parties prenantes des évaluations du BIE et à en accroître ainsi les effets.

## Le nouveau Directeur

Charles Collyns a pris ses fonctions de directeur en février 2017 après avoir occupé le poste de Directeur général et Économiste en chef à l'Institute of International Finance. Il était auparavant Sous-secrétaire aux finances internationales au Trésor des États-Unis après avoir exercé au FMI les fonctions de Directeur adjoint au Département des études et de Directeur adjoint au Département de l'Hémisphère occidental. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Oxford et d'une licence en gestion des entreprises de l'Université de Cambridge.

plus fermement établie et des normes de gouvernance renforcées. Cependant, certaines mesures d'exécution des recommandations du BIE sont restées incomplètes pendant de nombreuses années. Certes, certains problèmes révélés par les évaluations du BIE sont profondément enracinés et ne se prêtent pas à des solutions de facilité, mais je pense que le renforcement des mécanismes de suivi s'impose.

Il s'agit là d'importants défis à relever dans un monde où le FMI est constamment confronté à la nécessité d'évoluer et de s'adapter. J'attends avec grand intérêt de collaborer avec mes collègues du BIE, avec le Conseil d'administration, la Direction et les services du FMI ainsi qu'avec les gouvernements des pays membres et, plus généralement, avec les diverses parties prenantes au FMI pour progresser dans la réalisation de ces objectifs.

Durant son premier mois à la tête du BIE, M. Collyns a organisé des sessions de sensibilisation des OSC et du milieu universitaire à Bruxelles et Londres. Il a en outre participé, par vidéoconférence, à une session avec les dirigeants des OSC au Kenya à fin mars et animera une session à l'intention des OSC à Washington à l'occasion des réunions de printemps. Il a hâte de voir s'engager un dialogue continu avec les OSC et autres parties prenantes.

## À l'horizon: le futur programme de travail du BIE

Le BIE procède actuellement à trois évaluations; celle des travaux du FMI sur les questions de protection sociale, qui est presque achevée, porte sur les actions que le FMI a menées pour accroître l'attention accordée à la protection sociale face au souci grandissant de prévenir une réduction du bien-être des groupes vulnérables ou de l'atténuer.

Une étude en cours de l'action du FMI dans les États fragiles a pour but d'évaluer l'efficacité de l'engagement du FMI dans les pays dont l'environnement politique et sécuritaire est instable, les institutions sont faibles et la capacité politique d'assurer la stabilité macroéconomique est limitée.

Le BIE vient de lancer une évaluation des efforts déployés par le FMI pour renforcer la surveillance du secteur financier depuis la crise financière mondiale. Un projet de document de synthèse sur cette évaluation a été affiché sur le site du BIE et le public est appelé à faire part de ses observations à son sujet.

Le BIE consulte actuellement les autorités des pays, le Conseil d'administration, les services du FMI et les parties prenantes externes pour déterminer les domaines possibles d'évaluations futures.

## Le BIE en quelques mots

Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) a été créé en 2001 pour mener des évaluations indépendantes et objectives des politiques et activités du FMI.

Conformément à son mandat, le BIE est totalement indépendant de la Direction du FMI et fonctionne de façon autonome vis-à-vis du Conseil d'administration. Le BIE a pour mission de promouvoir une culture d'apprentissage au sein du FMI, de renforcer la crédibilité extérieure de l'institution et d'appuyer la gouvernance et la surveillance institutionnelles.

## Des progrès : suite donnée à des évaluations passées du BIE

Ces six derniers mois, le Conseil d'administration a approuvé les plans d'exécution, proposés par la Direction du FMI, des recommandations issues de deux évaluations du BIE auxquelles il a souscrit.

- *Behind the Scenes with Data at the IMF.* Cette évaluation a pour but de déterminer si les politiques et pratiques du FMI en matière de données et statistiques lui permettent d'exécuter son mandat dans une économie mondiale en rapide évolution. Le Plan d'exécution approuvé en novembre 2016 présente la feuille de route à suivre pour élaborer une stratégie à long terme en matière de données et statistiques au FMI et pour procéder à un examen exhaustif du rôle du Département des statistiques.
- *Le FMI et les crises en Grèce, en Irlande et au Portugal.* Le BIE a évalué ici l'engagement du FMI dans le cadre de ses activités de surveillance et de ses programmes en faveur de ces pays et recommandé les mesures à prendre pour renforcer sa gouvernance et son efficacité opérationnelle. Le plan d'exécution approuvé en février décrit les actions du FMI en matière de élaboration de programmes dans les pays membres d'une union monétaire, sa coopération avec les dispositifs de financement régionaux et les fondements analytiques de la surveillance et de l'élaboration des programmes—lesquels devraient aider à atténuer les risques posés à la gouvernance et à la réputation du FMI.

Le Conseil d'administration a approuvé le huitième Rapport de suivi périodique. Ce rapport décrit les progrès réalisés à multiples égards dans l'application des recommandations du BIE auxquels a souscrit le Conseil. Il révèle en outre les domaines où les travaux d'exécution ne sont pas encore achevés ou se heurtent à des obstacles.

Il se peut que de nombreuses années d'efforts continus soient nécessaires pour résoudre certains problèmes qui ne se prêtent pas à une solution rapide. Cependant, il importe d'assurer que le processus de suivi est solide et inclut un mécanisme efficace de surveillance par le Conseil des actions en cours.

## Retour sur les évaluations passées: surveillance multilatérale

En mars 2017, le BIE a diffusé une mise à jour des résultats et conclusions de l'évaluation 2006 de la *Surveillance multilatérale du FMI*.

La surveillance multilatérale du FMI consiste à évaluer l'évolution économique et financière mondiale, les liens économiques entre les pays et régions et les options offertes face à leurs répercussions sur le plan mondial. Dans son évaluation de 2006 de la surveillance multilatérale du FMI, le BIE a loué bien des aspects des travaux du FMI dans ce domaine mais s'est déclaré préoccupé par l'absence d'une stratégie globale, laquelle rend le tout moins efficace et moins populaire auprès des responsables décisionnels.

Il ressort de la mise à jour que la surveillance multilatérale du FMI a fait l'objet d'importantes réformes ces dix

dernières années, la crise financière mondiale ayant joué un rôle de catalyseur de nombreuses réformes proposées par le BIE dans son évaluation. Le FMI a adopté la Décision sur la surveillance intégrée de 2012, introduit de nouveaux produits et activités qui ont comblé les lacunes de l'analyse antérieure à la crise dans des domaines tels que les vulnérabilités et retombées dans les économies avancées, et établi un examen plus structuré des risques macro-financiers par le biais de l'Exercice d'alerte avancée. En même temps, l'expansion des produits de la surveillance a conduit à des chevauchements et des messages contradictoires. Les récents efforts de consolidation et rationalisation déployés à cet égard sont prometteurs. Dans sa mise à jour, le BIE n'a pas évalué l'effet des réformes postérieures à la crise, question à traiter dans une nouvelle évaluation à part entière.

## Activités de sensibilisation

### Novembre 2016

- Le BIE a présenté des exposés à la Semaine de l'évaluation de la Banque africaine de développement, à Abidjan, Côte d'Ivoire.

### Décembre 2016

- Le BIE a participé aux réunions du Groupe de coopération en matière d'évaluation à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, à Londres, R.U.
- Le BIE a fait un exposé sur les « Leçons de l'expérience du FMI face aux crises récentes » à la Bank of England, Londres, R.U.

### Mars 2017

- Le BIE a tenu des consultations avec les membres d'organisations de la société civile et du milieu universitaire à Bruxelles, Belgique, et à Londres, R.U.
- Le BIE a pris la parole aux réunions de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Santiago, Chili.

### Avril 2017

- Le BIE accueille une session de sensibilisation des OSC à Washington en marge des réunions de printemps.



Ci-dessous : séance de travail du BIE sur l'évaluation en cours, « le FMI et la protection sociale »